

Dossier à retourner complété au secrétariat
de votre circonscription **au plus tard le
mardi 20 janvier 2026**

Les secrétariats de circonscription transmettent
les dossiers à la DSDEN du Nord
**par la navette du jeudi 12 février 2026
au plus tard – dernier délai**

DEMANDE DE CONGÉ DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Année scolaire 2026/2027

au titre du [Décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007](#), [Art. 24](#), [Art. 25](#), [Art. 25-1](#)



Identité

Nom d'usage : _____ Nom de naissance : _____

Prénom : _____ Date de naissance : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Courriel : _____

Corps : ☐ Instituteur ☐ Professeur des écoles
Grade : _____ Échelon : _____

Ancienneté Générale de Service (A.G.S.) au 01/09/2026 : _____

Circonscription : _____

École ou établissement : _____



Modalités d'exercice en 2025-2026

☐ Temps plein ☐ Temps partiel ☐ Temps Partiel Thérapeutique

☐ Congé Longue Maladie / Congé Longue Durée ☐ Autre

☐ RQTH Période de validité : du _____ au _____

Je demande l'octroi d'un Congé de Formation Professionnelle au cours de l'année scolaire 2026/2027 :

☐ à temps plein indemnisé
(100% en CFP indemnisé du 01/09/2026 au dernier jour de classe de l'année scolaire 2026/2027)

☐ fractionné indemnisé (en mois entiers, à temps complet) : du _____ au _____
Nombre de mois : _____

☐ sans indemnité à temps plein
(100% en CFP non indemnisé du 01/09/2026 au dernier jour de classe de l'année scolaire 2026/2027)

☐ fractionné sans indemnité (en mois entiers, à temps complet) : du _____ au _____
Nombre de mois : _____



Formation

Intitulé (libellé précis) : _____

Organisme de formation retenu : _____

► Important : Tout changement de formation intervenant après l'accord de l'IA-DASEN est susceptible d'entraîner l'annulation du congé.

Avez-vous déjà présenté une demande de congé de formation au cours des années précédentes ?

- ☐ Non
- ☐ Oui

Formation(s) demandée(s) et année(s) : _____

Si CFP obtenu, année - modalité – formation suivie - organisme : _____



Motivation de la demande (ne cocher qu'une seule case, motivation prioritaire)

- ☐ Prolongation d'un CFP en cours
- ☐ Préparation à un concours de recrutement de l'Éducation nationale
- ☐ Préparation à un concours de recrutement de la fonction publique
- ☐ Formation qualifiante ou diplômante en vue d'une évolution d'emploi dans l'Éducation nationale
- ☐ Formation qualifiante ou diplômante en vue d'une évolution d'emploi dans la fonction publique
- ☐ Formation qualifiante ou diplômante en vue d'une reconversion professionnelle hors fonction publique



Joindre une lettre de motivation détaillée



Demande(s) parallèle(s) pour 2026/2027 (préciser la priorité de vos demandes en les numérotant)

- ☐ Changement de circonscription
- ☐ Changement de département
- ☐ Mise en disponibilité (précisez la nature) : _____
- ☐ Détachement
- ☐ Départ en formation spécialisée
- ☐ Poste adapté (PACD/PALD)
- ☐ Autre : _____



Engagement

Dans l'hypothèse où ma demande serait agréée, j'ai bien noté que je m'engage à rester au service de la fonction publique, à l'issue de ma formation, pendant une période égale au triple de celle couverte au titre de l'indemnité mensuelle forfaitaire et à rembourser le cas échéant le montant de cette indemnité en cas de non-respect de cet engagement.

Je m'engage à fournir sous le présent timbre et à la fin de chaque mois une attestation prouvant mon assiduité à la formation, quel que soit le mode d'enseignement suivi (présentiel ou à distance).

► L'agent doit vérifier la capacité de l'organisme à justifier son assiduité : fiche de présence effective à réclamer auprès du secrétariat de l'organisme de formation y compris pour les formations à distance.

Je m'engage en outre, en cas d'interruption non motivée de ma formation, à rembourser toutes les sommes perçues au titre de la formation depuis le jour de ladite interruption.

Je déclare avoir pris connaissance des dispositions du décret n°2007-1470 du 15/10/07 en ce qui concerne :

- les droits et obligations incombant aux fonctionnaires placés en congé formation
- le mode de calcul du montant de l'indemnité mensuelle forfaitaire
- la durée maximale du versement de cette indemnité
- l'obligation de paiement des retenues pour pension, y compris dans le cas de congés non indemnisés.

À _____, le _____

Signature précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé » :

Visa de l'Inspectrice / de l'Inspecteur de l'Éducation Nationale,

Circonscription de _____

(+ cachet de la circonscription) :

Nom de l'IEN : _____ Date : _____

ANNEXE

CONGÉ DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007, Art. 24 Art. 25 Art. 25-1

La demande de congé de formation professionnelle est une demande ferme. Les enseignants sont invités à prendre connaissance des dispositions réglementaires en vigueur, et **plus particulièrement des conséquences financières qui en découlent.**

La recherche de la structure de formation (Université, organisme privé, etc.) est menée par l'agent lui-même.

Celui-ci dépose son dossier de demande de CFP en toute connaissance de cause de l'engagement financier auquel il se soumet.

⇒ **Il est notamment vivement conseillé à l'enseignant de s'enquérir du montant des frais d'inscription dont il devra s'acquitter, ces frais restant entièrement à sa charge.**

Attention : le Compte Personnel de Formation (CPF) ne pourra être mobilisé concomitamment à l'obtention d'un CFP.

Les demandes de CFP seront satisfaites dans la limite des crédits disponibles, après examen des dossiers courant mars 2025.

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Développement professionnel des fonctionnaires • Mobilité • Accompagnement de leur projet personnel
Conditions requises	<ul style="list-style-type: none"> • Être en activité sur un poste dont le personnel reste titulaire dans l'hypothèse où il l'était, pendant la durée du CFP • Avoir accompli trois années de services effectifs dans l'administration <p><i>Le temps partiel compte comme un temps plein, l'année de stage en centre de formation n'est pas prise en compte (cf. Circulaire FP n°1763 du 4 février 1991)</i></p>
Modalités	<p>Conformément à l'article 24 du Décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007 modifié par Décret n°2022-1043 du 22 juillet 2022, Art. 2 et Art. 13 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la durée du CFP est de 3 ans sur toute la carrière mais seule la première année est indemnisée. Cette durée maximale est portée à 5 ans pour les fonctionnaires en situation de handicap (cf Art. L. 422-3 du code général de la fonction publique) • Le CFP peut être pris à temps complet (du 01/09/2025 au dernier jour de classe de l'année scolaire 2025/2026) ou fractionné en mois entiers (5 mois, 6 mois...). Afin d'assurer la continuité pédagogique, les enseignants titulaires de leur poste et qui réintégreront au-delà du 1er jour des vacances de février seront provisoirement délégués sur un autre poste dans leur bassin d'affectation jusqu'à la fin de l'année scolaire • Les frais d'inscription à toute formation sont à la charge de l'intéressé-e (cf supra « Engagement »)

<p>Situation administrative</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Position d'activité • L'agent sera provisoirement remplacé mais restera titulaire de son poste qu'il réintégrera à l'issue du CFP • Droits maintenus : avancement de grade et d'échelon, congés, bénéfice du régime « accident de service », retraite, SFT • Cumul d'activité autorisé dans le cadre d'un CFP non indemnisé sous certaines conditions (demande à adresser à la DSDEN avant le début de l'activité périphérique)
<p>Indemnisation</p>	<p>Conformément aux articles 25 et 25-1 du Décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007 modifiés par Décret n°2022-1043 du 22 juillet 2022, Art. 2 et Art. 13 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le fonctionnaire perçoit une indemnité mensuelle forfaitaire égale à 85% du traitement brut et de l'indemnité de résidence afférents à l'indice détenu au moment de la mise en congé • Elle est versée pendant une durée limitée à 12 mois • Aucune revalorisation de l'indemnité n'est possible pendant la durée du congé de formation • Le montant de cette indemnité ne peut excéder le traitement et l'indemnité de résidence afférents à l'indice brut 650 (indice majoré 543) d'un agent en fonction à Paris • Aucune indemnité n'est versée du 13ème au 36ème mois de congé de formation, avec cependant l'obligation pour l'agent de verser les cotisations pour pension civile • L'indemnité mensuelle forfaitaire est portée à 24 mois pour les fonctionnaires en situation de handicap (cf Art. L. 422-3 du code général de la fonction publique) : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 100% du traitement brut et de l'indemnité de résidence afférents à l'indice qu'il détenait au moment de sa mise en congé, pendant une durée limitée aux 12 premiers mois ➤ puis 85% du traitement brut et de l'indemnité de résidence afférents à l'indice qu'il détenait au moment de sa mise en congé, pendant une durée limitée aux 12 mois suivants ➤ Le montant de cette indemnité ne peut excéder le traitement et l'indemnité de résidence afférents à l'indice brut 650 (indice majoré 543) d'un agent en fonction à Paris
<p>Obligations</p>	<p>Présence effective (attestations mensuelles à fournir par l'agent en congé) sous peine d'interruption du congé et de remboursement de l'indemnité.</p> <p>À l'issue de la formation, l'agent s'engage à rester au service de l'une des administrations mentionnées à l'article L. 2 du code général de la fonction publique pendant une période dont la durée est égale au triple de celle pendant laquelle il a perçu l'indemnité forfaitaire mensuelle (cf Art. 25 alinéa 3).</p>